



Qui a pris des mesures en faveur des droits des Palestiniens ? La « Carte de la responsabilité mondiale » est désormais en ligne

Description

Le Palestinian Institute for Public Diplomacy (PIPD) publie cette semaine une carte interactive qui recense les mesures d'investissement ou de sanctions prises à l'encontre d'Israël depuis un an à travers le monde.

Par l'Agence Média Palestine, le 18 septembre 2024



la carte interactive est [en ligne](#) d'Ã©s Ã© prÃ©sent

La [carte interactive](#) du Palestinian Institute for Public Diplomacy (PIPD) montre les mesures et les sanctions prises depuis octobre 2023 par les Ã©tats, les parlements, les tribunaux, les entreprises, les groupes de la sociÃ©tÃ© civile et les organisations en rÃ©ponse au gÃ©nocide en cours et Ã© la Nakba en Palestine.

167 mesures sont recensÃ©es, consultables aussi [sous forme de liste](#), et comprenant des sanctions diplomatiques, culturelles, Ã©conomiques et militaires, ainsi que des actions en justice.

La carte permet une visibilitÃ© sur ce qu'Ã©il en est de la solidaritÃ© internationale avec les Palestiniens, au delÃ© des discours. En effet le PIPD explique que Ã©« Les actions incluses dans la carte se rÃ©fÃ©rent Ã© des actions approuvÃ©es et documentÃ©es prises par des entitÃ©s reconnues de la sociÃ©tÃ© civile, du secteur privÃ© et des gouvernements qui demandent des comptes aux entitÃ©s et aux intÃ©rÃ©ts coloniaux israÃ©liens. Les prises de position, les dÃ©clarations, les rÃ©solutions de l'ONU, les pÃ©titions, les manifestations et autres appels Ã© l'action n'ont pas Ã©tÃ© pris en compte, sauf s'ils ont abouti Ã© la mise en Ã©uvre de mesures concrÃ©tes. Ã©»

Pour la France, malgrÃ© une mobilisation continue de la sociÃ©tÃ© civile depuis octobre dernier, seule 3 mesures concrÃ©tes figurent, contre 11 en Belgique et 7 au Royaume-Uni, pour ne citer que de directs voisins. Ces trois mesures comprennent [l'interdiction d'entrÃ©e sur le territoire](#) en fÃ©vrier 2024 par le ministÃ©re des Affaires Ã©trangÃ©res Ã© 28 colons israÃ©liens en Cisjordanie occupÃ©e accusÃ©s d'Ã©avoir commis des actes violents Ã© l'Ã©gard de Palestiniens ; la

reconnaissance, en mars 2024, de la [l'égalté du boycott des produits israéliens](#) ; et enfin en août 2024 [la décision du groupe d'assurance AXA](#) de se désengager de toutes les grandes banques israéliennes et du fabricant d'armes Elbit Systems.

La plupart de ces mesures font suite à la mobilisation et aux efforts inlassables des militantes, des Palestiniennes et de leurs alliées dans le monde entier, qui continuent à se mobiliser pour libérer la Palestine malgré la violence des attaques et de la répression. Le combat des militantes du mouvement BDS France pour pousser AXA à retirer ses investissements en Israël, durait depuis plus de 8 ans.

« Le désinvestissement d'AXA est un succès important pour le mouvement BDS et les activistes qui luttent pour plus de responsabilité des entreprises », se félicitait à ce sujet en septembre dernier [Fiona Ben Chekroun](#), coordinatrice pour l'Europe du mouvement palestinien BDS, qui a lancé la campagne. « Les banques israéliennes font partie du squelette de l'entreprise coloniale israélienne. Et la participation de ces cinq banques va au-delà du simple apport financier : elles financent la construction des colonies, de leurs bâtiments et de leurs rues, mais participent aussi à la réflexion sur leur agencement et leur mise en place dans les territoires palestiniens. »

« Les efforts visant à demander des comptes au régime colonial israélien se poursuivent depuis des années, sous l'impulsion de la lutte permanente contre la Nakba et l'oppression des Palestiniens. À l'heure actuelle, notre carte ne met en évidence que les actions entreprises depuis octobre 2023, la communauté mondiale ayant renouvelé son attention sur la Palestine en raison du génocide en cours et de la poursuite de la lutte contre le colonialisme. », précise le communiqué du PIPD.

La violence du [génocide](#) en cours, sa relative et inégale couverture médiatique, auront en effet permis à renouveler une solidarité internationale, notamment de la part de la société civile d'où a émergé un mouvement social de grande ampleur pour exiger un cessez-le-feu. Si, comme l'indique cette carte, les mesures concrètes tardent à être prises par les responsables, la pression est continue et les efforts portent leurs fruits.

date créée
2024/09/18